

DECISION N°2020-D004/ARCOP/ORD

poursuite contre le Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL et Monsieur Marcel BASSOLE, Directeur Général du Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL pour production de documents non authentiques (marchés similaires) dans le cadre de la manifestation d'intérêts n°2018-007/MCIA/SONABHY pour la sélection d'un cabinet en vue de l'assainissement des comptes clients dans le progiciel intégré JD Edwards de la SONABHY

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE DISCIPLINE:**

- Vu** *la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2015-1260/PRES-TRANS/PM/MEF 039-2016/AN du 09 novembre 2015 portant code d'éthique et de déontologie de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;*
- Vu** *le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;*
- Sur** *auto saisine de l'autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) dans le cadre de la passation de l'appel d'offres ci-dessus cité ;*

présidé par Monsieur Gislain William TOE, membre de l'Organe de règlement des différends (ORD) ;

en présence de :

- Madame C. Bila NADEMBEGA/ZOUNGRANA, membre de l'ORD ;
- Monsieur Jean Urbain KORSAGA, membre de l'ORD ;
- Monsieur Modeste YAMEOGO, assurant le secrétariat de l'ORD ;

et en présence des mis en cause, régulièrement convoqués mais absents ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité de la procédure, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant qu'aux termes des dispositions des articles 33 et suivants du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 précité, l'Organe de règlement des différends (ORD) est compétent pour connaître des cas de violation de la réglementation en matière de passation, d'exécution ou de règlement des procédures de la commande publique ;

considérant que la présente poursuite vise un cas de violation de la réglementation dans le cadre de la manifestation d'intérêts n°2018-007/MCIA/SONABHY pour la sélection d'un cabinet en vue de l'assainissement des comptes clients dans le progiciel intégré JD Edwards de la SONABHY ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes des articles 33 et suivants du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre le Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL et son Directeur Général, Monsieur Marcel BASSOLE pour production de documents non authentiques (marchés similaires) dans le cadre de la manifestation d'intérêts n°2018-007/MCIA/SONABHY pour la sélection d'un cabinet en vue de l'assainissement des comptes clients dans le progiciel intégré JD Edwards de la SONABHY ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

AU FOND:

sur les faits,

la Société Nationale Burkinabé d'Hydrocarbures (SONABHY) a lancé la manifestation d'intérêts n°2018-007/MCIA/SONABHY pour la sélection d'un cabinet en vue de l'assainissement des comptes clients dans le progiciel intégré JD Edwards ;

le Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL a participé à cette procédure et a produit des marchés similaires jugés non authentiques ;

que lors de l'analyse des offres, la sous-commission technique s'est rendu compte que certains documents attestant les références de marchés similaires fournis par le Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL ne paraissaient pas authentiques ;

qu'ainsi une correspondance a donc été envoyée à la Société Nationale d'Aménagement des Terrains Urbains (SONATUR) pour une vérification desdits documents ; que la réponse de cette dernière a confirmé les doutes de la sous-commission ;

que le Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL a constaté par l'interpellation d'une connaissance, qu'il est cité parmi les cabinets suspendus de toute procédure de commande publique à titre conservatoire par décision n°2019-D022/ARCOP-ORD du 27/06/2019, jusqu'à sa comparution devant l'ORD au motif qu'il est injoignable au regard de l'adresse fournie dans son offre ;

qu'il est surpris de cette mesure qui ternie son image ; qu'en effet personne n'a tenté de le joindre pour un motif quelconque ; que de plus son adresse reste la même depuis sa création ; qu'il ne comprend donc pas comment il n'a pas pu être contacté comme indiqué dans la décision de suspension ;

qu'il est prêt à répondre des faits qui lui sont reprochés, afin de restaurer son image ;

que la SONABHY a par correspondance notifié à l'ARCOP, l'ensemble de ces informations

sur la discussion,

considérant qu'aux termes de l'article 177 du décret 2017-049 sus visé « Sans préjudice des sanctions pénales et disciplinaires prévues par les textes spécifiques qui leur sont applicables, les soumissionnaires, attributaires, titulaires et délégataires encourent sur décision de l'Organe de règlement des différends, l'avertissement, la confiscation des garanties constituées par le contrevenant dans le cadre de la procédure incriminée, l'exclusion de la commande publique pour une durée d'un (1) an à cinq (5) ans en fonction de la gravité de la faute, l'exclusion définitive de la commande publique, lorsqu'ils ont :

(...)

fourni des informations ou des déclarations fausses ou mensongères, ou ont fait usage d'informations confidentielles dans le cadre de la procédure d'appel à la concurrence » ;

considérant qu'il ressort des IC 3.1 que « (...) des sanctions peuvent être prononcées, conformément aux textes en vigueur, par l'Organe de règlement des différends de la structure chargée de la régulation de la commande publique à l'égard des candidats, soumissionnaires et titulaires des marchés en cas de constatation d'irrégularités dans la passation et l'exécution des marchés publics commises par les intéressés.

Est passible de telles sanctions le candidat, soumissionnaire, l'attributaire ou titulaire qui notamment :

a) ...

d) a fourni délibérément dans son offre des informations ou des déclarations fausses, mensongères ou confidentielles susceptibles d'influer sur le résultat de la procédure de passation ;

(...) » ;

considérant qu'il est reproché au Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL et son gérant Monsieur Dieudonné KOALA d'avoir produit des documents non authentiques ;

considérant que le Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL et son gérant Monsieur Dieudonné KOALA bien que régulièrement convoqués ne se sont pas présentés à l'audience ;

considérant que les faits reprochés au Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL et son gérant Monsieur Dieudonné KOALA sont avérés et constitutifs de cas de violation de la réglementation ; qu'en effet, ils ont commis une faute en produisant des documents non authentiques ;

que dès lors, ces faits engagent la responsabilité du Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL et son gérant Monsieur Dieudonné KOALA et les exposent à une sanction disciplinaire ;

sur ce ;

DECIDE :

-que le Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL et son Directeur Général, Monsieur Marcel BASSOLE sont disciplinairement responsables des faits qui leur sont reprochés (production de marchés similaires non authentiques) dans le cadre de la manifestation d'intérêts n°2018-007/MCIA/SONABHY pour la sélection d'un cabinet en vue de l'assainissement des comptes clients dans le progiciel intégré JD Edwards de la SONABHY ;

-qu'en conséquence, le Cabinet PERFORMANCE AFRIQUE SARL et son Directeur Général, Monsieur Marcel BASSOLE, sont exclus de toutes les procédures de la commande publique pour une période de trois (03) ans à compter du prononcé de la présente décision ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 16 juillet 2021

Le Président de séance

Gislain William TOE

Chevalier de l'ordre de mérite, de l'économie et des finances